

UN ESSAI D'INTERPRETATION SUR LES CAUSES DE L'INSTAURATION D'UN POUVOIR BUREAUCRATIQUE EN EGYPTE

Ahmet KOTİL*

L'Egypte occupe une place distinctive à l'intérieur des pays post-coloniaux. A l'époque coloniale, il était caractérisé par une intégration assez poussée au marché mondial par le biais d'un modèle agro-exportateur, corrélativement par un développement capitaliste non-négligeable et la formation d'une classe bourgeoise suffisamment forte pour pouvoir participer au système politique colonial, donc également pour une démocratie pour l'élite socio-économique indigène, certes limitée par la présence de la puissance coloniale et de la Couronne; la paysannerie sans terre des fellahs et les pauvres des villes restant à l'écart des mécanismes de participation. Cela signifie que l'Egypte se démarquait de la plupart des pays d'Afrique noire ou de certains pays d'Asie qui, comme lui, avaient accédé à un pouvoir bureaucratique dominant les espaces économique et politique en même temps à la fin de l'ère coloniale; il possédait une société civile bourgeoise relativement forte. Les sociétés post-coloniales de même type que l'Egypte, c'est-à-dire ayant une bourgeoisie assez forte mais relativement faible pour pouvoir subordonner l'appareil d'Etat hérité du colonialisme, un appareil d'Etat plus étoffé que ne l'est la base économique indigène, se caractérisaient généralement par un système politique dans lequel une oligarchie bureaucratique-militaire jouait un rôle prépondérant dans la médiation des intérêts divergents au sein du bloc au pouvoir, sans pour autant éliminer les bases économiques des classes (en général la grande bourgeoisie et les grands propriétaires terriens) qui formaient ce bloc. En Egypte, les classes dominantes locales étaient certes relativement faibles pour pouvoir contrôler l'appareil d'Etat colonial, mais durant toute la période coloniale, surtout après la première guerre mondiale, elles avaient accès à cet appareil par l'intermédiaire du Palais et de l'aristocratie regroupée autour de ce dernier; du Parlement, du Wafd qui y était le parti dominant et de certains cercles grands-bourgeois, comme la Banque Misr, la Fédération Egyptienne de l'Industrie et les personnalités issues de ces groupes. L'élite bureaucratique-militaire qui s'était emparé du pouvoir après le coup d'Etat de 1952, à la suite de certains efforts allant dans le sens d'une médiatisation des intérêts divergents des propriétaires terriens, de la grande bourgeoisie et de la moyenne bourgeoisie, du capital international, ainsi que ceux de la petite bourgeoisie au sein de laquelle cette élite était issue, a finalement opté pour la liquidation du substrat économique de ces classes do-

* *Araştırma Görevlisi, Uludağ Üniversitesi İktisadi ve İdari Bilimler Fakültesi*

minantes indigènes, y compris la grande bourgeoisie et dans une large mesure la moyenne bourgeoisie, pour s'ériger elle-même en une classe distincte dominant l'économie et le politique. Non seulement une démocratie pour l'élite socio-économique à travers un système de partis compétitif de manière limitée, que l'on rencontre par exemple dans le sous-continent indien, c'est-à-dire dans les pays ex-coloniaux ayant une bourgeoisie relativement développée comme en Egypte, était abolie, mais cette bourgeoisie elle-même a été largement éliminée au niveau économique en tant que classe, pour laisser la place à une bureaucratie d'Etat détenant les principaux moyens de production et appropriant le surplus. Ainsi le cas égyptien diverge d'une part de la solution bonapartiste qui consistait en une domination politique exercée sur la bourgeoisie par une bureaucratie à la tête de laquelle se trouvait un "homme providentiel", cependant celle-ci ne perturbait nullement la domination économique de la bourgeoisie, au contraire elle en était le protecteur face aux menaces venant d'en bas; d'autre part d'une certaine solution post-coloniale qui se définissait par le rôle médiateur de l'élite bureaucratique-militaire entre les diverses classes dominantes, tout en préservant la propriété privée et concomitamment jouant un rôle économique autonome, ce qui le différencie du bonapartisme; il s'agit de l'appropriation d'une partie importante du surplus, du contrôle des rouages de l'appareil productif, des mesures promouvant l'accumulation du capital. Au contraire, le pouvoir bureaucratique en Egypte, par son contrôle sur l'économie et son attitude franchement hostile vis-à-vis de la bourgeoisie existante, se rapproche d'un certain modèle qu'on pourrait appeler d'africain, modèle qui correspondrait à la quasi-absence d'une bourgeoisie indigène à l'époque coloniale. Comme exemples autres que les pays de l'Afrique noire on peut citer la Birmanie, l'Algérie, etc. Dans le monde arabe, la Syrie et l'Iraq se rapprochent du modèle égyptien (l'Algérie aussi, mais là-bas il n'existait qu'un capitalisme de colons; une bourgeoisie autochtone et même une classe terrienne locale étaient absentes), tandis que la Tunisie et le Maroc en divergent.

Le problème consisterait alors à expliquer ce que je nommerai le paradoxe égyptien: Comment est-il possible que dans un pays ex-colonial ayant une bourgeoisie assez forte, une élite bureaucratique-militaire arrive à s'imposer à la bourgeoisie et progressivement à l'éliminer dans une large mesure, sans pour autant extirper les racines du régime de la propriété privée du tissu social et économique?

Il faudrait préalablement préciser que dans le cadre de ce travail, on est loin d'apporter des réponses satisfaisants à ce problème, il s'agirait plutôt d'une ébauche en vue de saisir quelques éléments explicatifs.

L'EGYPTE TRADITIONNELLE.

L'Egypte traditionnelle antérieure à la modernisation et à la colonisation, était caractérisée par un pouvoir d'Etat centralisé, avec une bureaucratie militaire et religieuse, accaparant le surplus agricole sous la forme du tribut foncier. A l'époque pharaonique, à la tête de l'édifice étatique se trouvait un Pharaon, dieu, maître de l'eau, des sources de l'irrigation et de toute la terre de l'Egypte; celui-ci était entouré d'une aristocratie fonctionnarisée ponctionnant le surplus engendré par la paysannerie. Cette propriété étatique de la terre découlait de la spécificité même de

l'Égypte, spécificité également de certaines autres formations sociales orientales: le climat caractérisé par une pluviosité irrégulière nécessitait l'organisation des grands travaux hydrauliques qui n'auraient pu être réalisés que par un pouvoir central, le seul à même de disposer des ressources suffisantes, d'une part; la menace des peuples nomades des alentours rendait inéluctable la création d'une armée forte, ce qui constituait un autre facteur poussant vers la centralisation, d'autre part.

Pendant la contradiction entre la centralisation du surplus et son extraction localisée, l'attribution des terres à ceux chargés de remplir les fonctions idéologiques (religieuses ou institutions religieuses), militaires (chefs guerriers) ou économiques (directeurs des travaux hydrauliques) du système, lesquelles étaient d'une importance cruciale pour sa reproduction, constituaient les éléments d'une tendance vers la décentralisation, qui n'a pas manqué de se révéler comme tendance prévalente dans les diverses phases de l'histoire égyptienne: au Moyen-Empire pharaonique, à l'époque des Mamelouks. Mais la tendance vers la centralisation l'emportait toujours en fin de compte, une nouvelle instance centrale s'érigeant à la hauteur du pouvoir, à la suite d'une phase d'instabilité et de troubles.

On peut donc caractériser la formation sociale égyptienne traditionnelle comme une articulation du mode de production asiatique et du mode de production féodal, sous la dominance du premier; ces deux modes de production étant parfois intégrés sous la dominance du mode de production asiatique ou en lutte (phases de décentralisation ou de nouvelles tentatives de centralisation). Ces deux modes de production ne se succèdent pas historiquement, mais peuvent coexister en une unité conflictuelle dans le même cadre temporel, il s'agit principalement de la matrice temporelle du type de société traditionnelle.

Si on revient à notre problématique de départ, il ne nous paraît pas pertinent de dériver le coup d'État de 1952 et la domination bureaucratique qui s'en est ensuivie, de cette tradition étatico-centralisatrice. En Égypte, on n'était pas en présence d'une continuité historique, comme par exemple c'était le cas pour l'Empire Ottoman-Turquie, l'élite bureaucratique kémaliste provenait directement de la bureaucratie ottomane, ses politiques consistant en une reformulation différente de celles de l'ancienne bureaucratie ottomane. Entre l'Égypte précoloniale et l'Égypte nassérienne, s'écoule toute une période historique témoignant de ruptures profondes, au cours de laquelle l'État centralisé a été remplacé par un pouvoir de l'aristocratie terrienne dont était issue la haute bureaucratie de l'ère coloniale. Cependant on peut tout de même parler d'une certaine efficacité de cette tradition étatique, par l'effet même qu'elle a engendré dans le sous-ensemble idéologique de la petite bourgeoisie lettrée et militaire des villes.

LA SOCIÉTÉ COLONIALE.

L'incorporation de l'Égypte dans le système mondial capitaliste s'est amorcée par l'expédition de Bonaparte à la fin du 18^e siècle, s'est approfondi sous Mohamed Ali avec pourtant des velléités d'indépendance qui n'ont d'ailleurs pas plu aux puissances occidentales, et surtout sous les khédives.

Toute cette période allant de la fin du 18^e siècle à la fin du 19^e siècle, c'est-à-dire jusqu'à la colonisation, se distingue par une évolution progressive vers l'in-

stauration de la propriété individuelle de la terre, par l'apparition d'une aristocratie foncière qui progressivement devient productrice de coton pour le marché mondial, par l'extinction de l'artisanat traditionnel, ainsi que par une dépendance accrue vis-à-vis de l'étranger, dépendance qui se manifeste par l'emprise financière de l'Occident débouchant sur l'endettement et la création de banques étrangères, ainsi que par la spécialisation du pays dans la culture du coton. En bref, on peut suggérer que vers la fin de cette période, l'ancienne classe bureaucratique cède la place à l'alliance du capitalisme occidental et d'une aristocratie terrienne issue de l'ancienne bureaucratie.

L'occupation du pays par les Anglais en 1882 entraîne la ruine de diverses industries créées sous Mohamed Ali; l'accentuation de l'emprise du capital étranger par le biais de la création par les étrangers de la National Bank of Egypt qui devient la banque centrale du pays, de l'accroissement des investissements étrangers, pour la plupart dans des sociétés terriennes ou de crédit, du gonflement de la dette publique; une spécialisation plus poussée dans la culture de coton, qui va de pair avec la concentration foncière et le renforcement de la classe des propriétaires terriens. Pendant cette première phase, l'alliance du colonialisme britannique et des grands propriétaires excluait du bloc au pouvoir, la bourgeoisie indigène, industrielle et commerciale. Le Tiers-Etat (terme utilisé par Hasan Riad pour désigner la classe urbaine marchande ou artisanale) s'oppose à l'incorporation du pays au système capitaliste mondial et se cramponne dans un refus traditionaliste de la modernisation, ce qu'on appelle la Nahda ou la Renaissance Nationale.

La seconde étape du processus de colonisation et de la mise en valeur capitaliste, débutera après la première guerre mondiale. La guerre prépare un terrain propice pour une accumulation rapide du capital, grâce aux commandes de guerre et à l'inflation que cette dernière a engendré. Ce processus accéléré d'accumulation donnera naissance à une nouvelle bourgeoisie urbaine, rassemblée autour de la Banque Misr, le premier groupe monopoliste du pays durant toute la période de l'entre-deux-guerres. La Banque Misr s'était fixé pour tâche d'attirer le surplus jusqu'alors inemployé par les grands propriétaires. Cette seconde étape qui recouvre toute la période de l'entre-deux-guerres, sera marquée par une égyptianisation timide du capital (en 1914 8 %, en 1948 39 % des capitaux investis appartenaient aux Egyptiens), la formation d'une grande bourgeoisie égyptienne de caractère monopoliste, une industrialisation tout à fait relative du pays par rapport à la phase précédente caractérisée par des investissements fonciers et usuraires (les investissements industriels passent de 9 à 22,5 % entre 1912 et 1942). En plus, la seconde guerre mondiale donne un coup de fouet au développement industriel: entre 1939 et 1945, la production industrielle passe de 13 à 18 millions LE. Cette évolution coïncide avec une paupérisation relative des masses populaires, due à l'explosion démographique, à la chute de la production agricole, à l'augmentation des rentes foncières et des profits. De plus, pendant l'ère coloniale, un appareil d'Etat suffisamment développé pour répondre aux exigences du colonialisme britannique, appareil d'Etat très développé par rapport à la base économique de la formation sociale égyptienne, était mise en place. La vieille alliance entre le colonialisme britannique et l'aristocratie foncière, a été remplacée par une nouvelle alliance entre le colonialisme, l'aristocratie fon-

cière et la grande bourgeoisie, cette dernière ayant des liens solides avec la grande propriété foncière.

LE BLOC AU POUVOIR.

Les grands propriétaires en Egypte constituaient une classe mi-capitaliste, mi-féodale. La plupart d'entre eux exploitaient les paysans sous la forme de la rente foncière, en nature ou en espèces, mais ils étaient également orientés vers la production marchande pour le marché mondial ou le marché intérieur, surtout dans le cas du coton. Dans les grands domaines où on pratiquait la culture du coton, l'exploitation du travail salarié saisonnier s'était dans une certaine mesure répandue. La tendance à la location des terres s'était encore plus accentuée après la seconde guerre mondiale: 17.3 % des terres en 1939, 60.7 % en 1949 et 75 % en 1952 étaient louées. En même temps le taux de la rente foncière grimpa: de 27 % du revenu agricole, la rente foncière avait atteint 35 à 52 % de celui-ci, dans la période de l'entre-deux-guerres. Les grandes propriétés (plus de 50 feddans) diminuaient en nombre, tandis que la superficie de la terre cultivée qu'elles détenaient fléchissait dans une moindre proportion: en 1894, 1.3 % de grands propriétaires possédaient 44 % des terres; en 1952 les chiffres étaient respectivement de 0.5 % et 34.2 %. On peut distinguer deux fractions parmi les grands propriétaires, d'une part la fraction de l'aristocratie terrienne d'origine turque, regroupée autour du Palais et détenant l'appareil de l'Etat; la fraction moins traditionaliste qui s'était orientée vers l'investissement urbain, en collaboration avec les capitaux étrangers et égyptianisés. Cette classe entravait l'accumulation du capital, le surplus agricole étant dépensé plutôt dans la consommation de luxe on investi dans des activités spéculatives. D'autre part elle était peu enclin à promouvoir la mécanisation de l'agriculture, car elle pouvait bénéficier d'une force de travail surabondante, qui rendait possible le fléchissement des salaires et l'accroissement des rentes et des profits. La représentation politique de cette classe était essentiellement effectuée par le Palais et la bureaucratie aristocratique, les membres des familles aristocratiques figuraient au rang des dirigeants de l'appareil d'Etat, mais aussi par l'intermédiaire de certains partis politiques: le Parti Al-Umma entre 1907 et 1914, le Parti Libéral Constitutionnel à partir de 1923, enfin l'influence de cette classe grandit au sein du Wafd après la seconde guerre mondiale.

La grande bourgeoisie se divise en deux fractions distinctes dont les apparitions historiques se sont succédées. La fraction des bourgeois égyptianisés qui sont d'origine européenne et levantine, avait établi sa domination sur l'économie non-agricole en collaboration avec le capital étranger, avant la première guerre mondiale. L'autre fraction, celle de la fraction égyptienne était d'origine rurale, aristocratique ou de paysans aisés. Celle-ci avait réalisé une accumulation initiale dans l'agriculture, on peut donc affirmer qu'elle avait des liens solides avec la grande propriété terrienne. Elle était également dépendante du capital étranger par le biais de l'exportation du coton, des banques, de certaines industries. Elle affichait dès le début, un net caractère monopoliste: le groupe prédominant en son sein était la Banque Misr qui contrôlait 40 % de l'industrie du textile, une bonne partie du commerce du coton, de la navigation et des assurances, et regroupait certaines grandes familles bour-

geoises. Dans les années 1882-1914, la grande bourgeoisie s'était surtout concentrée dans le secteur du commerce extérieur et des banques, où la part des Egyptiens était faible. Dans les années de l'entre-deux-guerres et surtout après la seconde guerre, la part de l'industrie dans les investissements s'était accrue considérablement: de 9 % entre 1882-1914 à 23 % entre 1914-1947. La grande bourgeoisie gagnait ainsi un caractère industriel de plus en plus prononcé, tandis que les activités bancaires, spéculatives et d'import-export continuaient néanmoins d'être importantes. Il s'agissait d'une industrie de biens de consommation. La moyenne bourgeoisie urbaine était presque négligeable, dépendante de la grande bourgeoisie et ne jouait pas un rôle politique autonome. Après la seconde guerre mondiale l'industrie commence à péricliter, notamment à cause des difficultés de réalisation des marchandises, puisque le marché égyptien était très restreint, étant donné la distribution très inégale du revenu. Parallèlement les recettes des exportations du coton étaient en baisse, ce qui aggravait encore plus la crise. Cette crise économique larvée dont on a exposé les diverses dimensions, entravait le développement et l'accumulation capitaliste, ce qui rendait de plus en plus nécessaire l'adoption d'un nouveau modèle d'accumulation.

Selon Mahmoud Hussein, la classe dominante égyptienne n'était pas divisée en sections distinctes aux intérêts bien définis, mais était tiraillée entre diverses tendances économique-politiques interdépendantes. Il distingue trois tendances: une tendance aristocratique étroitement dépendante du colonialisme britannique recourant essentiellement à la répression brutale comme méthode de gouvernement, il s'agit du roi et de l'aristocratie d'origine turque; une tendance nationaliste sollicitant les éléments égyptiens de souche et exprimant le mariage de la bourgeoisie d'affaires avec les éléments les plus rétrogrades de l'aristocratie terrienne, opposée à la mainmise de l'aristocratie d'origine turque et des Anglais sur l'appareil d'Etat; enfin une tendance moderniste sollicitant les éléments de la grande bourgeoisie les plus tournés vers les investissements urbains et les plus détachés de la propriété terrienne, cependant cette dernière représentait la fraction la plus liée au capital étranger, il s'agit de la Banque Misr, de la Fédération Egyptienne des Industriels ou des grands bourgeois égyptianisés.

Les contradictions entre les diverses fractions, les diverses tendances des classes dominantes s'exprimaient dans le cadre de la monarchie constitutionnelle, c'est-à-dire dans un système politique où deux modes de représentation coexistaient: le Roi et le Parlement. Un troisième élément du système politique, la puissance coloniale, était celui qui jouait le rôle décisif, ce qui était une conséquence inéluctable du statut dépendant du pays. On peut caractériser le régime politique de l'époque comme un autoritarisme exclusiviste: autoritarisme de la part de la puissance coloniale et du Palais, exclusion des masses populaires de la vie politique malgré l'existence d'une démocratie limitée pour l'élite socio-économique. La puissance coloniale mise à part, entre les deux institutions rivales, le Palais et le Parlement-Wafd, le Palais détenait la prééminence, puisqu'il contrôlait l'appareil répressif. Le Parlement et le Wafd, le parti dominant qui y détenait presque toujours la majorité et qui était le vainqueur de presque toutes les élections, avaient une fonction équilibratrice pour le système, celle d'endiguer le mécontentement populaire. Leur fonc-

tion d'articulation des intérêts divergents et de résolution des conflits au sein du bloc au pouvoir, restait secondaire par rapport à leur première fonction. Le Wafd représentait les forces nationalistes du pays, allant de la tendance nationaliste de la classe dominante à l'élite petite-bourgeoise. Il constituait une alternative qui canalisait les griefs de diverses couches nationalistes dans un cadre réformiste constitutionnel, par cela même il contribuait à l'endigement du mécontentement nationaliste. La tendance moderniste était directement représentée par des personnalités au sein du gouvernement.

De ces caractéristiques des classes dominantes égyptiennes, on peut déduire quelques éléments qui peuvent nous aider à expliquer le paradoxe égyptien. On peut parler d'une absence de différenciation nette au sein de la classe dominante. L'aspect "unité" de cette classes l'emporte sur son aspect "division". Or une "démocratie pour la bourgeoisie" est un produit du fractionnement de la bourgeoisie, elle constitue le mécanisme approprié pour l'expression et la résolution des conflits entre diverses fractions dominantes. La principale force d'opposition, le Wafd, n'avait pas un caractère de classe précis, elle remplissait plutôt une fonction idéologique vis-à-vis du peuple et des couches moyennes. La tendance dite moderniste était continuellement représentée dans les gouvernements royaux et partageait des intérêts communs avec l'aristocratie dirigeante, leur dénominateur commun étant leur soumission quasi-totale à la puissance coloniale. La tendance dite nationaliste était très compromise aux intérêts des grands propriétaires rétrogrades, elle était par ce fait même incapable à constituer ou à élaborer une alternative bourgeoise au système monarchique et semi-féodal.

On peut également constater que la ligne de démarcation entre la bourgeoisie et la grande propriété foncière n'était pas très nette. Pour cette raison même, la bourgeoisie n'a pas pu être l'agent d'une transformation agraire qui était pourtant la condition sine qua non de son propre développement. Or la crise de l'après-guerre dont l'un de ses éléments constitutifs était la crise de la réalisation des marchandises, ne pourrait être surmontée que par une réforme agraire élargissant le marché intérieur et libérant une partie du surplus agricole. L'opposition d'Ali Maher même à l'élargissement du cadre de la réforme agraire, alors qu'il était le représentant le plus éminent de la tendance moderniste, celle qui était la moins liée à la propriété foncière, est une révélation frappante de l'unité interne des classes dominantes.

Finalement, on peut affirmer que la relative unité de la bourgeoisie a contribué à son élimination et à l'installation d'un pouvoir bureaucratique, par l'effet qu'elle a engendré sur sa propre capacité à constituer une alternative au système existant, cet effet étant son incapacité. La classe dominante était relativement unie, par conséquent aucune fraction d'elle n'arrivait à remettre en cause radicalement l'existence de l'autre: grande bourgeoisie-aristocratie terrienne, tendance moderniste-tendance aristocratique, tendance nationaliste-grands propriétaires rétrogrades. Ainsi aucune alternative issue du bloc au pouvoir et prévoyant une réforme de la structure n'ait pu se dégager à l'heure de la crise de l'après-guerre.

Cette incapacité hégémonique de la bourgeoisie ne résultait pas seulement de sa relative unité (unité interne et unité avec les terriens). La forme d'incorporation de l'Égypte au marché mondial y a certainement contribué dans une large

mesure. L'incorporation de l'Égypte n'est ni une intégration (le mode capitaliste abolissant les modes antérieurs), ni une pénétration limitée du capitalisme étranger, laquelle aurait permis une reproduction à base interne de diverses classes: féodaux non liés au marché, paysans aisés, capital marchand autochtone, classe manufacturière autochtone, etc. Ces derniers auraient pu jouer un rôle prééminent dans le dépassement de l'ancien mode d'incorporation et d'articulation, tout en se transformant eux-mêmes. Or les classes dominantes égyptiennes étaient totalement impliquées dans le mode d'articulation colonialiste, agro-exportateur. L'ancienne classe dominante était incapable de réaliser une réforme agraire et l'industrialisation; de même un capital manufacturier autochtone ou un capital marchand à vocation industrielle ou alors une bourgeoisie rurale moyenne étaient particulièrement faibles, sinon absentes, et ne se différenciaient guère significativement de l'ancienne classe dominante. Dans cette situation, la bureaucratie militaire s'est retrouvée seule sur la scène politique de l'après-guerre, dont l'une des caractéristiques marquantes sur le plan mondial était la décolonisation, en tant que force sociale capable de rénover le mode d'incorporation et d'accumulation, le mode de gouvernement, c'est-à-dire les systèmes économique et politique existants. Puisque l'ancienne classe dominante était complètement compromise à l'ancien mode d'incorporation et d'accumulation, qu'il n'existait pas un noyau de bourgeoisie à renforcer qui n'y soit pas impliquée, dans cette situation de vide pour la prédominance économique, la bureaucratie militaire ait pu s'ériger en classe distincte, tout en éliminant l'ancienne classe dominante.

LA PAYSANNERIE ET LES MASSES SEMI-PROLÉTAIRES.

La paysannerie égyptienne avant le coup d'Etat n'était pas une classe de petits propriétaires. Les paysans sans terre constituaient les 3/4 de la population rurale, en y incluant ceux ayant très peu de terres, leur proportion dépasse 80 % de la population campagnarde. En 1952, 94.3 % des paysans propriétaires ont moins de 5 feddans. Seulement 5.2 % d'entre eux sont des moyens propriétaires pouvant produire pour le marché. Cette moyenne bourgeoisie terrienne est politiquement faible, dépendante des grands propriétaires; elle apporte son soutien à des mouvements réactionnaires comme les Frères Musulmans. Les petits propriétaires ne sont pas nombreux non plus: 70 % des petits paysans ont moins de 1/2 feddan, donc sont plus proches des fellahs sans terre.

Cette extrême faiblesse de la petite propriété foncière qui dans plusieurs cas historiques, avait été l'allié immédiat de la bourgeoisie dans sa lutte contre les régimes absolutistes ou l'une des bases sociales de la démocratie, constituera un obstacle pour l'établissement de la démocratie, ne serait-ce qu'une démocratie pour l'élite socio-économique seule. Elle fera en même temps partie des facteurs contribuant à la force de la bureaucratie militaire, qui par ce fait même, d'une part ne serait pas confronté par une aspiration de la part des petits propriétaires à une société libre de marché, aux niveaux politique et économique; d'autre part, gagnerait un certain appui dans les campagnes parmi les nouveaux petits propriétaires, grâce à sa politique de redistribution des terres. On a l'impression d'être en présence d'une expérience proche de celle de la Révolution Française: une agriculture de type rép-

ressif, une paysannerie révolutionnaire mettant en cause le régime foncier et une solution qui vise la redistribution des terres, si on utilise la terminologie de Barrington Moore Jr. Mais l'élément manquant, c'est l'existence d'une bourgeoisie forte, autonome par rapport au régime antérieur et une alliance entre cette bourgeoisie et la paysannerie révolutionnaire.

Il faut encore préciser un autre point: cette moyenne et petite bourgeoisie terrienne pour jouer un rôle dans le sens d'une démocratisation bourgeoise, devait être indépendante de l'aristocratie terrienne. Ce qui n'était pas le cas en Egypte, où celles-ci sous-louaient les terres des aristocrates ou s'étaient engagés dans l'administration rurale qui avait une fonction répressive à l'égard des masses rurales sans terre, c'est-à-dire loin d'être l'agent potentiel d'une transformation agraire radicale, elles constituaient la base sociale immédiate et l'instrument de l'aristocratie dans les campagnes.

Les masses rurales sans terre n'étaient pas des travailleurs salariés émancipés. La plupart d'entre eux étaient des locataires, celles qui étaient ouvriers agricoles n'arrivaient à vendre leur force de travail qu'épisodiquement. On n'était pas donc en présence d'un marché libre de travail, le travail n'était pas légalement émancipé. Leur dépendance personnelle vis-à-vis de l'Etat et des grands propriétaires terriens était toujours en vigueur. D'autre part, ces masses rurales (plus le semi-prolétariat des villes qui était formé principalement des émigrés des campagnes) étaient tellement opprimées et dispersées qu'il leur était impossible d'entreprendre des actions indépendantes et de s'organiser.

La faiblesse de la classe ouvrière était aussi patente. Elle ne constituait que 3 % de la population et avait de liens extrêmement faibles avec les autres masses opprimées.

Cette situation de la paysannerie sans terre et du prolétariat des villes a considérablement facilité l'instauration d'un pouvoir bureaucratique, car d'une part, non seulement l'ancienne classe dominante, mais aussi les masses opprimées étaient incapables d'apporter une solution valable à la crise du système, donc il apparaissait une conjoncture de vide hegemonique dans laquelle l'irruption de la bureaucratie militaire comme force sociale prépondérante était inéluctable; d'autre part, la désorganisation du mouvement ouvrier et populaire, et sa division ne lui permettaient pas d'être au moins une force capable d'orienter le système vers une démocratie bourgeoise, même s'il était incapable d'apporter sa propre solution à la crise.

Les fonctions essentielles des partis politiques sont l'articulation des demandes en provenance de la société civile, et l'accomplissement de l'intériorisation des décisions étatiques par les masses. Or dans l'état de dispersion et de désorganisation des masses populaires, ces tâches ne pouvaient être accomplies que centralement. A l'atomisation du côté des opprimés n'aurait pu correspondre qu'une centralisation du côté des dominants. Ainsi sous le pouvoir bureaucratique, la tâche de l'intériorisation était principalement accomplie par l'intermédiaire de la personnalité charismatique de Nasser, et la fonction de l'articulation par la bureaucratie d'Etat.

LA PETITE BOURGEOISIE.

On va maintenant traiter du rôle spécifique de la nouvelle petite bourgeoisie périphérique, spécialement de sa fraction militaire. On avait déjà souligné l'impor-

tance que revêtait une certaine tradition bureaucratique en Egypte. Mais on ne peut prétendre que la bureaucratie de la période coloniale s'alignait sur cette tradition. Elle était composée des fils des familles aristocratiques et des étrangers. Cependant grâce au surdéveloppement de la superstructure et donc de l'Etat, une petite bourgeoisie bureaucratique de souche égyptienne et d'origine modeste, en général d'origine petite-bourgeoise traditionnelle, urbaine ou rurale, s'était formée. Il s'agissait des fonctionnaires intermédiaires des appareils politique, administratif, militaire, universitaire, économique, etc. Leur caractéristique principale provenait de la spécificité de la technologie organisationnelle de l'Etat capitaliste même: la domination du travail intellectuel spécialisé sur le travail et leur séparation. De ce fait, ceux-ci étaient à même de jouer un rôle important et de bénéficier d'une mobilité sociale ascendante dans un système capitaliste. Or dans la formation sociale égyptienne imprégnée de relations féodales, le principe de recrutement du personnel dirigeant n'était pas leur connaissance spécialisée et leur capacité (leur talent), mais leur appartenance familiale (origine aristocratique) ou leurs rapports avec les étrangers. Les critères ascriptifs prédominaient dans le recrutement du personnel d'Etat, surtout pour ses sphères dirigeantes. Dans ces conditions, cette nouvelle petite bourgeoisie ne pouvait constituer une assise sociale pour la classe dominante, au contraire régnait entre eux une tension permanente, d'ordre structurel. L'épanouissement de la première catégorie dépendait de l'élimination de la seconde; en d'autres termes, son accès à des postes dirigeants dans l'appareil d'Etat passait par l'élimination de la classe dominante existante, qui comme dans les modes précapitalistes monopolisait et la propriété des moyens de production, et les postes dirigeants de l'appareil d'Etat (superposition de l'économique et du politique), et ne pouvait se passer de ces postes, sinon la reproduction même de sa place économique serait mise en danger. La superposition d'ancien type entre la bureaucratie et l'aristocratie terrienne céderait la place à une nouvelle superposition entre la bureaucratie et les détenteurs des moyens de production modernes, eux-mêmes produits. Dans le premier cas, la propriété de la terre constitue la condition nécessaire de l'accès à la haute bureaucratie, tandis que dans le second cas, la détention de l'appareil d'Etat est la condition préalable de la détention des moyens de production modernes par le biais du régime de la propriété d'Etat. Cette déviance par rapport au modèle classique des rapports entre l'Etat et la société, propre au capitalisme (le capitalisme étant un mode d'exploitation impersonnel à travers le marché, la domination politique le devient également, des bourgeois individuels ne participent pas en tant que propriétaires des moyens de production à la sphère politique) peut être expliqué par le caractère hybride de la formation sociale égyptienne, qui se manifeste par l'articulation des modes de production capitaliste et précapitaliste. Dans l'Egypte coloniale, ce caractère hybride était observable dans le tissu socio-économique existant; particulièrement la coexistence de la grande propriété de type féodal et des activités industrielles et commerciales capitalistes, en est une preuve éclatante, donc rien de surprenant dans cette superposition. Par contre, dans l'Egypte nassérienne, on peut parler d'une efficace tardive de l'idéologie étatiste dans la conjoncture spécifique de l'après-guerre, caractérisée pour les pays coloniaux par la décolonisation et la recherche de nouvelles voies de développement. Il s'agit d'un effet du caractère hybride de l'idéologie petite-bourgeoise: objectif de la modernisation,

de la rénovation (aspect moderne) en vue de sauver, de ressusciter l'Etat (aspect traditionnel étatiste). L'objectif principal de la petite bourgeoisie bureaucratique consistait à rénover et à moderniser l'appareil d'Etat, spécialement l'armée; pour ce faire, il fallait réaliser des réformes d'ordre économique et politique, mais dans cette idéologie de la rénovation, la finalité était toujours l'Etat. De ce point de vue, on peut parler d'une ressemblance entre la bureaucratie kémaliste, héritière de la bureaucratie nassérienne, pourtant avec une différence fondamentale ayant égard aux conjonctures spécifiques où elles se sont apparues.

La spécificité de l'armée égyptienne et de son corps d'officiers a dû aussi jouer un rôle important dans l'instauration du pouvoir bureaucratique. Les pays coloniaux possédaient un appareil d'Etat surdéveloppé et son pilier était l'armée indigène incorporée à l'armée d'occupation. Surtout dans les pays qui avaient vécu un développement capitaliste assez avancé, le corps des officiers était en général d'origine aristocratique ou bourgeoise. Or à l'ère coloniale, l'armée égyptienne n'était pas complètement intégrée à l'armée d'occupation et avait une existence relativement indépendante. Elle n'était pas non plus le pilier de l'Etat, la fonction répressive étant effectuée par la police. D'autre part, le corps des officiers était composé d'éléments égyptiens de souche, d'origine petite-bourgeoise, donc il était hostile à l'aristocratie et à la présence étrangère. L'origine de classe du corps des officiers et l'état défavorable dans lequel se trouvait l'armée, ce qui avait été mis au grand jour par la défaite de 1947, permettait à celui-là de se dégager de l'emprise du bloc au pouvoir, tout en restant l'institution la plus importante, donc la plus apte à prendre le pouvoir, une fois l'armée d'occupation retirée.

Un autre facteur qui peut nous aider à expliquer l'installation du pouvoir bureaucratique, c'est certainement la vulnérabilité de la classe dominante face aux crises. La dépression et la crise de l'après-guerre avaient sérieusement affaibli l'économie d'exportation et les fractions de la classe dominante qui en étaient dépendantes. Cet état de crise économique larvée n'a pas été suivie d'un boom (sauf la courte période de la guerre) qui aurait pu permettre une diversification de l'économie et de la bourgeoisie, diversification qui aurait pu entraîner un renforcement de la bourgeoisie face aux vellétés de l'armée.

Un autre facteur, c'était l'absence d'un ordre stable d'Etat. D'un tel ordre, on entend la condensation centrale des relations sociales à l'intérieur d'un appareil spécial, hiérarchiquement unifié, monopolisant les principaux moyens de répression. L'aristocratie, étant donné son caractère quasi-féodal et sa dépendance à l'extérieur, était incapable d'établir un tel ordre. D'autre part, il ne pouvait pérenniser sa domination face à la menace venant d'en bas qu'avait incité la crise, sans recourir à une force qui lui était extérieure, en l'occurrence l'armée. Certaines fractions de la classe dominante ont effectivement recouru à l'armée. Cependant l'absence d'un ordre stable d'Etat qui avait abouti en une dislocation de ce dernier en pleine période de crise, facilitait l'oeuvre de l'armée: la révolte contre le pouvoir existant était chose facile et non nécessairement d'apparence illégitime, à cause de la crise de légitimité aiguës par la défaite de 1947. La tradition étatique égyptienne lui offre la nouvelle formule de légitimité: l'armée s'autoproclame comme le seul réalisateur possible de l'oeuvre de rénovation nationale.

Dans cet essai on a surtout insisté sur les facteurs internes. Il faut également souligner que la conjoncture internationale, marquée par la décolonisation et la formulation d'une nouvelle voie de "salut" pour les pays post-coloniaux par l'U.R.S.S., la deuxième puissance d'un ordre mondial désormais bipolaire, était particulièrement propice pour l'instauration d'un pouvoir bureaucratique. Cependant il est clair qu'on ne peut la hisser au rang de facteur déterminant.

EN GUISE DE CONCLUSION.

Notre problème de départ loin d'être résolu, a eu cependant quelques éclaircissements. Ainsi parmi les causes de l'instauration d'un pouvoir bureaucratique dans une société ayant une bourgeoisie relativement forte et l'élimination de celle-ci par celui-là, on a pu distinguer l'arrière-plan historique favorable que constituait la tradition étatique égyptienne, la relative unité de la classe dominante, d'où l'incapacité de l'une ou de l'autre de ses fractions à présenter une solution différente et valable à la crise; l'obstacle que constituait l'incorporation assez poussée de l'Égypte au marché mondial pour le développement de certaines fractions au sein de la classe dominante, autonomes vis-à-vis de l'étranger, et par là capables de se transformer en agents d'une nouvelle forme d'incorporation et d'articulation; la quasi-absence et la dépendance à l'égard de l'aristocratie de la moyenne et petite bourgeoisie agricole; la non-émancipation, l'apathie et l'atomisation des masses rurales pauvres, donc leur incapacité à devenir une force d'appoint pour la démocratisation ou encore à offrir leur propre solution à la crise; le conflit entre le bloc au pouvoir et la petite bourgeoisie bureaucratique portant sur des problèmes tels l'accès aux postes dirigeants de l'État et la modernisation de l'État; la non-compromission de l'armée égyptienne à l'occupation étrangère et l'origine petite-bourgeoise de son corps d'officiers; la faiblesse, donc la vulnérabilité de la classe dominante face aux crises et l'absence d'un ordre stable d'État; la conjoncture internationale des années 1950-60 qui témoignait de l'apparition d'une solution de rechange pour les pays post-coloniaux, préconisée par l'U.R.S.S., celle de la voie non-capitaliste de développement.

Une remarque théorique s'impose. Comme le prouve le cas "pradoxal" de l'Égypte, on ne peut établir une taxinomie valable des formes d'État et de régimes politiques post-coloniaux, en partant du seul critère du niveau de développement du capitalisme et de la bourgeoisie dans les sociétés antérieures. Le régime politique et la forme d'État dans les sociétés post-coloniales est déterminée par la conjoncture spécifique des luttes sociales aux niveaux national et international, et par l'articulation spécifique de cette conjoncture avec les éléments structurels propres à une société périphérique post-coloniale.

ÖZET

MISIR'DA BÜROKRATİK BİR İKTİDARIN YERLEŞMESİ ÜZERİNE BİR YORUM DENEMESİ

Makalenin araştırdığı konu, sömürge-öncesi dönemde görece gelişmiş bir girişimci elitin varlığına ve bu elitin siyasal yönetime bir ölçüde katılmasını sağlayan siyasal mekanizmaların varlığına rağmen, II. Dünya Savaşı sonrası dönemde girişimci eliti siyasal yönetimin dışına atan ve hatta iktisadi temelini de bir ölçüde tasfiye eden bürokratik bir iktidarın kurulmasının etmenleridir. "Mısır paradoksu" olarak adlandırdığımız bu durumu açıklayıcı etmenler arasında şunları saptayabildik:

1. Geleneksel Mısır'daki devletçi-merkeziyetçi sosyo-ekonomik düzenin kent-sel orta sınıfın ideolojik-kültürel alt-sistemi üzerindeki etkisi;
2. Sömürge döneminin egemen blokunun görelî içsel birliğinin blok içindeki çeşitli fraksiyonların sistemin krizine farklı bir alternatif çözüm getirmelerini önlemesi;
3. Mısır'ın dünya pazarıyla ileri derecede bütünleşmesinin, dışardan bağımsız, dolayısıyla yeni bir bütünleşme ve eklemleme tarzının protagonisti olabilecek toplumsal sınıf fraksiyonlarının gelişmesine olanak tanınmaması;
4. Tarımsal orta ve küçük burjuvazinin çok zayıf ve aristokrasiye bağımlı olması;
5. Yoksul kırsal yığınların bağımlı statüsü, hareketsizliği ve atomlaşmasının, bu yığınların demokratikleşme için bir destek gücü olmasını veya krize farklı bir çözüm önermesini engellemesi, tabanda atomlaşmanın tepede merkezileşmeyi gerekli kılması;
6. İktidar bloku ile bürokratik orta sınıf arasında devlete personel devşirme ve devletin modernleştirilmesi konularında, çatışma olması;
7. Mısır ordusunun yabancı işgalinin dolaysız aracı olmaması ve subay kadrosunun orta sınıf kökenli olması;
8. İktidar blokunun krizler karşısında görelî dayanıksızlığı, buna karşılık savaş ertesi dönemde iktisadi ve siyasal düzeylerde somutlaşan bir krizler yığılmasının gerçekleşmesi;
9. İstikrarlı bir devlet düzeninin yokluğu nedeniyle devlet aygıtının değişik kolları arasında parçalanmaların başgöstermesi ve bazı kolların özerkleşmesi;
10. İkinci dünya savaşı ertesi uluslararası konjonktürün etkisi.

Mısır paradoksundan hareket ederek, iktisadi gelişme düzeyi ve girişimci elitin gücü gibi kriterleri esas alarak bir sömürge sonrası siyasal rejimler taksinomisini kurmanın fazla anlamlı sonuçlar vermeyeceği ve tek başına yeterli olamayacağı vargısına ulaşılabilir. Bu siyasal rejimler ulusal ve uluslararası alanlardaki toplumsal çatışmaların çizdiği özgül konjonktür ve periferik toplumlara özgü yapısal öğelerle bu konjonktürün özgül eklememesi tarafından belirlenmektedirler.

BIBLIOGRAPHIE

Sur l'Égypte:

Anouar Abdel-Malek, *Egypte: Societe Militaire*, Paris 1962.

Samir Amin, *La Nation Arabe*, Paris 1976.

Leonard Binder, Political Recruitment and Participation in Egypt, in Joseph La Palombara and Myron Weiner (eds.), *Political Parties and Political Development*. New Jersey 1966.

Mahmoud Hussein, *L'Égypte*, tome 1, Paris 1975.

Hassan Riad, *L'Égypte Nasserienne*, Paris 1964.

S. Vatikiotis, *Egypte since the Revolution*, London 1968.

Sur le cadre théorique:

Outre les ouvrages d'Abdel-Malek, de Hussein et de Riad:

A. Savaş Akat, Tarihi maddecilik ve kapitalizm öncesi toplumlar: Asya toplumu, feodalite tartışmasına yeni bir yaklaşım, in *Toplum ve Bilim*, no: 1, 1977.

Hamza Alavi, The state in post-colonial societies, in *NLR*, No: 74, 1972.

Barrington Moore Jr., *Social origins of dictatorship and democracy*, Boston 1966.

Nicos Poulantzas, *Pouvoir politique et classes sociales*, Paris 1968.

Göran Therbörn, *What does the ruling class do when it rules*, London 1979.

Göran Therbörn, The Rule of capital and the rise of democracy, in *NLR*, no:103, 1977.

Göran Therbörn, The Travail of Latin American Democracy, in *NLR*, no: 113-114, 1979.